

Avant, les sanctions occidentales étaient durement ressenties par la Russie... oui mais ça, c'était avant



Vladimir Poutine a estimé que les sanctions occidentales ne touchaient en rien la Russie. Une déclaration un peu provocatrice qui a tout de même sa part de vérité car les stratégies de contournement sont devenues nombreuses, efficaces et ingénieuses.

Avec Cyril
Bret

Atlantico : Les sanctions économiques sont devenues une arme à la mode pour les pays occidentaux. Il y a quelques jours, Vladimir Poutine a affirmé que les sanctions n'affectaient en rien la puissance de la Russie. Est-ce vrai ?

Cyrille BRET : Il entre, dans la déclaration du Président de la Fédération de Russie, une part de bravade et une part de vérité. Il s'agit assurément d'une bravade de la part du dirigeant principal d'un pays dont les entreprises et les institutions bancaires n'ont plus accès aux marchés internationaux de capitaux, dont la banque centrale a déployé des efforts considérables pour remédier à une dévaluation, dont le PIB est en contraction de -2% pour le premier trimestre 2015, comme l'a indiqué le Premier ministre Dimitri Medvedev, et qui bâtit ordinairement l'équilibre de ses finances publiques sur un cours du pétrole moyen de 100 dollars, alors que celui-ci est aujourd'hui inférieur de 30%. Les sanctions européennes et américaines pénalisent le système économique russe et certains de ses leaders. Elles affectent donc les leviers d'action internes et externes du pays.

Qui ne voit que, à ce rythme de décroissance, l'économie russe ne pourra pas accomplir la réforme structurelle identifiée par le président Poutine très tôt dans les années 2000 : relancer les capacités industrielles du pays et cesser d'être un « émirat pétrolier » septentrional ? Qui ne voit que la modernisation de l'appareil militaire russe, engagée à la fin des années 2000, pourra pas s'appuyer sur des finances publiques structurellement saines ?

Il entre également une part de vérité : plus le régime de sanctions économiques est ancien, plus les stratégies de contournement sont efficaces et ingénieuses. Les exemples de Cuba et de l'Iran le soulignent : on subit le régime de sanctions de plein fouet dans les premiers temps, on apprend à vivre avec dans un second temps, puis on parvient à le contourner. Assurément, 2015 sera sans doute la dernière année où le régime de sanctions contre la Russie sera très efficace.

Par ailleurs, la formulation de votre question laisse entendre que les deux vagues de sanctions économiques décidées par les Européens, les Américains et leurs alliés au cours de la crise ukrainienne sont largement soutenues. Les sanctions ne sont certainement pas en faveur partout en Europe : à Budapest, à Sofia, à Athènes, mais aussi à Paris ou encore à Londres de nombreuses voix se font entendre pour critiquer la légitimité et douter de l'efficacité des sanctions. Les sanctions économiques sont un levier d'action controversé en Occident même.

Si les grandes entreprises publiques russes n'ont pas pu emprunter sur les marchés occidentaux, il semblerait que Moscou soit intervenu pour les aider. L'économie russe aurait-elle prouvée qu'elle peut tenir malgré les obstacles occidentaux ?

Cyrille BRET : L'économie russe n'a pas encore démontré sa faculté de résilience : elle a besoin de financements et de clients pour son secteur énergétique. Or, si les financements lui manquent, ses clients sont fortement dépendants d'elle, en Europe et en Asie. La Russie a résisté en jouant à plein de l'effet d'hystérèse que les approvisionnements énergétiques induisent. Et elle a mobilisé ses finances publiques – notamment ses réserves de change – pour parer au plus pressé : répondre aux crises des liquidités et aux crises de change. Mais elle n'a pas encore pu mettre en place des parades structurelles : accès à d'autres marchés de financement, alliances de revers et nouveaux clients en Asie. Pour ne mentionner que ce point l'accord passé en mars 2014 entre la Chine et la Russie pour la mise en exploitation de gisements sibériens et pour l'exportation vers la Chine de 40 milliards de mètres cubes de gaz ne pourra fournir de débouché alternatif et d'alliance de revers que vers la fin de la présente décennie.

Le pouvoir politique russe a démontré sa capacité de mobilisation. L'économie russe doit encore faire preuve de sa capacité de restructuration.

La moitié des recettes publiques proviennent de l'exportation du pétrole. Malgré la baisse des prix du pétrole et les sanctions occidentales suite à la crise ukrainienne, la production russe de barils n'a pas diminué. Quelle lecture peut-on faire de ce constat ?

Cyrille BRET : le maintien des volumes de production de pétrole en particulier et d'hydrocarbures en général indique tout simplement l'absence de marge de manœuvre et de pouvoir de marché des producteurs russes. Les finances publiques, l'économie toute entière et les élites russes dépendent au plus haut point des exportations. N'oublions pas que le chiffre d'affaire de la société Gazprom représente environ 10% du PIB russe. Face à une baisse des cours, face à la concurrence des hydrocarbures non conventionnels notamment américains et face aux programmes lancés par ses partenaires européens pour limiter la dépendance à l'égard des importations russes, la Russie n'a pas la possibilité d'organiser une pénurie pour faire remonter le cours, de limiter les quantités pour peser sur les prix. Un maintien de la production russe souligne que la Russie n'a pas le choix que de continuer à produire tout en espérant une remontée des cours.

Les combats en Ukraine ont ralenti depuis février. Dans el cas d'un regain de violence, peut-on imaginer de nouvelles sanctions internationales ? Auraient-elles alors un impact important pour les investisseurs ?

Cyrille BRET : Les risques de regain de violence sont très hauts dans une région qui est placée aux marges de la Russie, sous les yeux des Européens et dans laquelle les acteurs en présence sont radicalisés. Et tout regain de violence peut conduire à une réponse de la part de Moscou de sorte qu'un nouveau train de sanctions est toujours possible. L'impact sur les investisseurs est incertain : ils ont depuis plusieurs mois changé leurs stratégies à l'égard de la Russie pour tenir compte des risques financiers que celle-ci comporte. Ils sont en outre provisionné les effets de nouvelles sanctions.

Que sait-on aujourd'hui de l'effet des sanctions sur le bras de fer Russie-Ukraine ?

Cyrille BRET : je serais tenté de dire que les relations russo-ukrainiennes se situent désormais bien au-delà des calculs économiques. C'est la sphère nationale et idéologique qui est prépondérante. Les parties en présence, gouvernement de Kiev, séparatistes du Donbass, pouvoirs publics et opinion russes sont engagées dans une lutte pour leur propre existence et non pas seulement pour leur prospérité économique. Cette position du problème affaiblit assurément les calculs économiques.

A terme, le pouvoir russe vise à se désensibiliser à l'égard des sanctions, comme je l'ai indiqué plus haut : plus le temps passera, moins les sanctions entreront en ligne de compte dans le rapport russo-ukrainien ?